



HAL
open science

La guerre de 17 en contexte. Région Koné/Hienghène

Isabelle Merle, Muckle Adrian

► **To cite this version:**

Isabelle Merle, Muckle Adrian. La guerre de 17 en contexte. Région Koné/Hienghène. Weari Jèëma nâ i pii jè. Gardons l'histoire qui nous unit, Nov 2017, Koné, Nouvelle-Calédonie. hal-03524290

HAL Id: hal-03524290

<https://hal.science/hal-03524290>

Submitted on 13 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CENTENAIRE 1917

17 et 18 novembre 2017

Centre culturel de Pomémie, Koné, Nouvelle-Calédonie

WEARI JÈÈMÂ NÂ I PII JÈ

LA « GUERRE DE 17 » EN CONTEXTE

RÉGION DE KONÉ/HIENGHÈNE

**Conférence préparée par Isabelle Merle (CREDO, CNRS, Marseille, France) et
Adrian Muckle (History Department, Victoria University of Wellington, New
Zealand)**

Pomémie, 18 novembre 2017, 11h-13h.

(Isabelle)

Nous voudrions d'abord témoigner de toute notre reconnaissance pour l'invitation qui nous a été faite par le Conseil de l'Aire Païci Cemuki, le Comité organisateur permanent de l'événement et Samuel Goromido en particulier, de venir ici donner cette conférence et participer aux commémorations.

Nous sommes ici, ensemble, pour commémorer le centenaire de la guerre de 1917 qu'on a longtemps appelé la révolte de 17 qui s'est jouée dans la région entre Koné et Hienghène à l'ombre de la Grande Guerre, la 1^{ère} guerre mondiale.

Nous avons été invités, Adrian Muckle et moi-même, pour présenter, chacun, un propos sous les titres qui apparaissent dans le programme, la guerre de 17 d'une part, le code de l'indigénat d'autre part.

Nous sommes Adrian et moi, deux historiens liés à ce pays, la Nouvelle-Calédonie, par un travail sur le long terme qui a aussi scellé une amitié durable, une collaboration étroite et des approches complémentaires.

Nous sommes aussi liés à ce pays par l'histoire que nous partageons dans laquelle nous sommes tous les deux pleinement engagés , celle de l'histoire européenne coloniale et impériale , celle de la France, qui est aussi directement mon histoire (Isabelle) même si mes grands parents ne sont pas venus s'installés ici ou n'y ont pas été poussés par la force.

Pour toutes ces raisons, nous avons préféré vous proposer une conférence « à deux voix » que nous avons préparé ensemble.

Elle reprendra et complètera l'histoire qu'on a vu hier, lors de la séance des témoignages, le 17 novembre. Concernant les évènements qui se sont déroulés en 1917 dans cette région en les réinscrivant dans le contexte plus général de l'époque profondément marqué par la consolidation de la colonisation libre et pénale et la mise en œuvre effective et redoutablement efficace du cantonnement dans les réserves et du régime de l'indigénat

Cependant, il s'agit aujourd'hui de contribuer d'abord à un travail mémoriel et pour ce faire nous avons choisi de commencer par vous emmener ailleurs, en Nouvelle-Zélande où les Maoris et les Pakehas, descendants de colonisés et de colons, cherchent aussi à se souvenir ensemble des guerres coloniales passées.

(Adrian)

En décembre 2015 une groupe de lycéens d'une petite ville de l'île du nord de la Nlle-Zélande (Ōtorahanga dans la région Maniapoto) ont présenté une pétition au gouvernement, signée par plus de 12,000 personnes qui demandaient l'instauration d'une journée nationale de commémoration pour les guerres qui ont opposées au cours du 19^e siècle les Maoris aux forces coloniales britanniques.

L'idée n'est pas nouvelle et remonte à 2010 soutenue par plusieurs organisations y compris les tribus Maoris mais la pétition, organisée par les jeunes, a fait la Une des journaux en Nouvelle-Zélande et a été acceptée par le gouvernement.

Le 28 octobre 2017, il y a trois semaines seulement, la Nlle-Zélande a célébré pour la première fois la journée nationale de commémoration, appelée Rā Maumahara qui désormais aura lieu chaque année.

Alors qu'on commémore aujourd'hui le centenaire de la Première guerre mondiale et que la Seconde guerre mondiale fait l'objet régulièrement d'évènements mémoriaux, les jeunes lycéens ont souligné toute l'importance de *commémorer aussi les guerres qui ont eu lieu sur le sol néo-zélandais qui jusque là restaient dans l'ombre.*

Une des questions posée aux jeunes qui ont organisé la pétition était la suivante :
— « Est ce que le fait de se souvenir de ce qu'il s'est passé au cours des guerres coloniales au 19^e siècle permettra-t-il de rapprocher les Maori et les Pakeha ou cela risque-t-il au contraire de les séparer et de réveiller des rancoeurs ? »—

Les jeunes ont répondu : « Nous avons besoin de connaître le passé qui nous a fabriqué et ce qui nous conduit aujourd'hui ici. Le fait d'être pleinement conscient de notre histoire, nous permettra de mieux comprendre l'histoire contemporaine de notre pays—y compris les inégalités profondes qui persistent encore entre Maori et Pakeha,. »

Une telle commémoration, a-t-il été précisé par certains historiens néo-zélandais, n'a pas pour but de régler immédiatement le différent historique ou de condamner et de distribuer des blâmes.

Le but d'un tel événement est d'abord de créer un espace de parole qui permet à chacun de s'exprimer, d'écouter, de se souvenir et de participer à un processus de réconciliation au cours duquel Maori et Pakeha peuvent se tenir debout ensemble et dire « oui, ça fait partie de notre histoire aussi ».

(Isabelle)

Un même type de processus et travail mémoriel est en cours en Nouvelle-Calédonie autour de la guerre de 1917, événement longtemps minimisé voire occulté dans l'histoire officielle de la Nouvelle-Calédonie.

En 1993, pour la première fois était présenté publiquement par des jeunes de Netchaot, une pièce de théâtre sous la direction d'un metteur en scène néo-zélandais, Bryan Divers, dont le scénario retraçait l'histoire de la répression qu'avait subi les gens de Netchaot suite à leur engagement dans l'insurrection contre les Français.

En 2009, était célébrée, à Koné, la figure héroïque du chef Noël, assassiné par un concessionnaire pénal « arabe », Mohamed ben Ahmed. Une stèle était érigée sur lieu de sa mort, le lot 34 de Koniambo où avait été installé « l'arabe » par l'administration pénitentiaire. Ce lot était situé à proximité de Cémû dans la réserve indigène de Koniambo sur laquelle s'était réfugiée la famille de Noël, déjà repoussée de Poya lors de la répression en 1878.

A cette occasion, le maire de Koné, Joseph Goromido prononçait un discours qui, en tout point fait écho aux propos cités plus haut au sujet des guerres Maoris et de leurs mémoires en Nouvelle-Zélande :

« Aujourd'hui 24 septembre 2009, on a refusé d'être les victimes de l'histoire coloniale. Ce jour, on doit relever la tête. Avec les autres communautés, on est ensemble pour marquer une nouvelle page de l'histoire. Inaugurer la stèle³, c'est donc une manière de faire notre coutume, les choses qui nous sont propres⁴. »

On sait qu'aujourd'hui un chemin de réconciliation s'est ouvert entre les clans et lignages qui s'engagèrent en 1917 de part et d'autre du « front colonial », les uns, auxiliaires ou volontaires des troupes françaises, les autres appelés alors « rebelles » partant en guerre contre les Français.

De nombreux travaux, certains plus anciens, d'autres très récents, sont venus étayer cet effort de mémoire :

Citons ici les travaux de Sylvette Boubin-Boyer, Jacques Vasseur, Alain Saussol, Jean Guiart ou Maurice Leenhardt ;

Citons aussi les rééditions faites par la Société des Océanistes dont « le rapport du Brigadier Faure » ou les souvenirs du géomètre Ratzel.

Citons aussi le livre récent d'Alban Bensa, Yvon Goromoedo et Adrian Muckle *Les Sanglots de l'Aigle Pêcheur* qui opère une percée remarquable sur les points de vue des acteurs kanak, les mises en récit de l'époque ainsi que les constructions mémorielles ultérieures qui, aujourd'hui, s'expriment et se partagent¹.

Citons enfin, l'article très récent que nous avons rédigé Adrian et moi même qu'on aurait pu appeler « complément d'enquête » puisqu'il s'agit d'éclairer au plus près, les faits et gestes de l'assassin de Noël, le condamné Mohamed Ben Ahmed, et avec lui, le contexte colonial de l'époque. Celui ci témoigne des relations complexes qui se nouent entre les acteurs du temps, condamnés, colons libres, kanak, gendarmes, travailleurs engagés, que le destin a placés là, à Koné, sommés de se lier, pour le meilleur ou pour le pire, dans un contexte dominé par les rapports de force et les violences d'un système colonial et pénal.

Au cœur de notre propos, la remémoration de ce monde social tel qu'il pouvait exister en 1917 dans la région de Koné. aujourd'hui largement disparu mais encore bien présent dans les mémoires.

(Adrian)

I- Retour sur l'ampleur et le déroulé de la guerre de 17

Pour commencer nous voudrions rappeler l'ampleur de cette guerre qui a ravagé la région entre Kohnê et Hienghène d'avril 1917 à mars 1918.

Notons que cette guerre locale à l'ombre de la Grande Guerre mondiale est l'affaire de tous les Calédoniens et de toute la Calédonie ; il ne s'agit pas exclusivement d'une « guerre kanak ». Le conflit mobilise 600 soldats et tirailleurs, autour de 400 Kanak « auxiliaires » et 40 colons « volontaires à cheval ».

En face 300 Kanak insurgés, environ.

Le chiffre total—à peine 1400 *combattants*— est modeste à l'échelle du conflit mondial en cours mais il est important à l'échelle de la Nouvelle-Calédonie. Il est comparable au nombre de Kanak qui s'engagent volontairement pour aller combattre les Allemands en France sur le front (1137.)

Il est comparable aussi au nombre de colons mobilisés au cours de la première guerre mondiale (1027).

La guerre de 17 touche les régions de Koné, Voh, Pouembout, Témala, Hienghène, Tipindjé, Touho et Poindimié où résident alors environ 5500 personnes (1800 colons et 3700 Kanak) .

Elle draine des auxiliaires venus de plus loin encore : Ponérihouen, Houailou, Canala, Kouaoua et Bourail. L'armée mobilise des soldats européens et des tirailleurs indigènes originaires tous les coins de la colonie et de Tahiti.

Notons que le nombre de morts prête à discussion. Il est communément admis que les combats – actions menées par l'armée et ses auxiliaires d'un côté *et les « rebelles » de l'autre*, ont fait *au minimum 130 morts*.

Parmi ces 130 morts, on sait qu'ont été tués deux soldats (un français et un tahitien), un auxiliaire suite à ses blessures, douze colons et travailleurs étrangers.

Les pertes parmi les insurgés s'élèveraient à quelques 115 tués.

Mais il faut y ajouter 63 à 70 prisonniers morts en captivité en 1918-1919 soit un sur 5, parmi les 250 prisonniers kanak. Il faut aussi y ajouter l'augmentation des décès parmi les populations kanak déplacées liée aux maladies et en particulier la dysenterie.

Alors que le Gouverneur Repiquet avance en 1918, le chiffre de 60 tués parmi les rebelles e, l'archevêque Claude Marie Chanrion écrit en 1928 « La rébellion a fait diminuer de près de 400 la population indigène de Koné: Morts dans les opérations; - Morts en prévention; - Morts aux travaux forcés. ».

J'avance le chiffre prudent et probablement sous estimé d'environ 300 morts kanak parmi les populations insurgées du nord de la Grande Terre.

Mais le seul nombre de morts ne suffit pas à témoigner de l'importance du conflit.

Il faut tenir compte des habitations et jardins dévastées, des populations déplacées, des femmes et enfants capturés.

Il tenir compte aussi des récompenses distribuées aux auxiliaires, des primes payées par guerriers « rebelles » tués ; des remises de capitation allouées(jusqu'en 1932, des médailles et honneurs accordés, autant de sources de lourdes rancœurs et de profondes divisions.

Il faut tenir compte de l'ampleur du procès qui s'en est suivi, du nombre d'emprisonnement, des témoignages et paroles prononcées mais aussi de l'héritage culturel que l'expérience a laissé, les ténô, les poésies, les nouvelles, les romans, autant de traces qui sont restées longtemps méconnues.

Car la guerre de 17 a longtemps été vu comme un épisode minime dans l'histoire calédonienne, « la dernière révolte kanak » ,

« Rien de commun avec la grande insurrection de 1878 », écrivait le géographe Saussol en 1979, au cours de laquelle avaient eu lieu (je cite) « de véritables batailles, qui avait couté la vie à 200 européens et dont la répression avait laissé toute une région vide d'habitants . » (fin de citation)

De fait le monument érigé en 1919 à Tiwandé ne portait le nom que de cinq colons tués et de deux soldats. Entre les deux guerres, on préfère se taire et refouler cette « dernière révolte » tant du côté de l'administration coloniale, que des colons ou des anciens « rebelles ».

(Isabelle)

Il est vrai aussi que la guerre de 17 s'inscrit à bien des égards dans la continuité du long 19^e siècle et peut être considérée comme le dernier événement d'une série d'insurrections kanak contre la colonisation française, qui commence dès 1853.

Les insurrections successives se déplacent de lieux en lieux en fonction de l'intensité de la pression coloniale, jusqu'à embraser, en 1878, un très large territoire sur la côte ouest à partir de la Foa/Fonwhary/Farino avec des ramifications au Sud jusqu'à Bouloupari et au nord dans l'arrière-pays de Koné

La « guerre de 17 » s'inscrit dans la lignée de celle de 1878 par les « causes profondes » qui la déterminent : à savoir un contexte de prédation coloniale justifié par un racisme idéologique qui caractérise l'Europe du 19^e siècle.

En Nouvelle-Calédonie cela se traduit par une politique indigène qui organise progressivement le cantonnement généralisé des « tribus » dans des réserves indigènes entre 1867 et 1900 et qui applique à partir de 1887 le régime de l'indigénat avec la restriction des libertés de circulation, l'impôt de capitation et le travail forcé.

La guerre de 17 s'inscrit aussi dans la lignée de 1878 par les pratiques kanak qu'elle mobilise : stratégies d'alliances, rivalités anciennes, organisation, gestuelle, interprétations qui puisent dans le registre très ancien des guerres kanak et dans la mémoire des engagements des uns et des autres en 1878

Mais elle comporte aussi des éléments de la « modernité du temps ».

Les causes immédiates de l'embrassement sont directement liées à la pression de la mobilisation militaire qu'exige la première guerre mondiale.

Noël et ses compagnons se trouvent aux prises avec les exigences des chefs qui eux mêmes sont sous la pression du syndic pour trouver des volontaires indigènes.

Noël et les siens, comme tous les hommes de leur génération, savent manier le fusil et monter à cheval.

Certains savent lire et sont au courant des nouvelles de la Grande Guerre qui sont très mauvaises en cette année 17. Ils connaissent l'effroyable boucherie qui se joue dans les tranchées, les uniformes bleus des Français, les casques à pointe des Allemands et la figure de Guillaume le Kaiser. Beaucoup ont entendu parler de l'efficacité meurtrière des armes modernes, les mitrailleuses et les canons.

La région de Koné n'est que partiellement christianisée avec une première pénétration des protestants via Baco et le pasteur Rosale de Maré dès 1897 et les progrès de la mission catholique autour de Koniambo en 1900.

Beaucoup cependant sont encore « païens » comme on dit à l'époque et les églises serviront de refuge aux insurgés après la guerre de 17. C'est le cas à Netchaot, où une partie de la tribu ralliera la religion catholique pour se protéger et trouvera refuge à Saint Léonard.

La guerre de 17 marque un tournant dans la région avec l'organisation effective des réserves indigènes, l'obligation pour les gens de les rejoindre, l'extension de l'évangélisation, l'emprise désormais totale du pouvoir colonial et du régime de l'indigénat. Elle marque en cela, la fin d'un monde kanak ancien encore autonome et fait entrer la région de Koné dans la période coloniale « dure » que d'autres

régions comme Pouébo par exemple connaissent depuis les années 1860.

L'entre deux guerre marque l'avènement d'un ordre colonial consolidé sur l'ensemble du territoire.

(Adrian)

Dans l'espace et le temps l'histoire de la guerre est assez simple. Elle s'est déplacée de la côte ouest vers la côte est : de Koohnê à Tipindjé ; de Tipindjé vers Hienghène.

La guerre est déclarée ouvertement à Tiamou le 28 avril 17 par le chef du Service des Affaires indigènes, Alfred Fourcade contre le petit chef de Tiamou, Noël.

Le contexte est une souricière tendue par Fourcade à Noël lors d'une cérémonie oupilou organisée pour réconcilier Noël avec le chef de Koniambo et apaiser un conflit qui avait émergé pendant le recrutement de tirailleurs.

Noël a été semble-t-il averti par Mohamed Ben Ahmed, celui qui finalement lui portera un coup fatal, 9 mois plus tard.

Noël refuse de se présenter à Fourcade mais nargue les soldats dans une scène restée célèbre où lui et son frère Waï se moquent ouvertement des blancs et montrent leurs fesses en haut de la colline. Fourcade prend en otage les danseurs que Noël avait envoyés et la guerre démarre.

Nous n'insisterons pas ici sur le détail des actions qui se déroulent entre avril 17 et janvier 18.

Nous rappellerons seulement que les guerriers kanak procèdent par raids sur des stations isolées, des habitations ou des lieux de mines au cours desquels des colons et travailleurs engagés sont tués ou blessés, les maisons brûlées et les armes volées.

En retour, les colonnes militaires accompagnées d'auxiliaires ou de volontaires kanak procèdent à la technique classique de la « razzia » expérimentée depuis

longtemps dans les colonies, qui consiste à tout détruire sur leur passage. L'expédition menée par les auxiliaires dans les vallées d'Amoa, Koné, Pamalé entre le 14 juillet et le 11 août provoque la destruction de plus de 180 habitations ainsi que leurs jardins et systèmes d'irrigation; la capture de 8 femmes et enfants; et la mort de 23 hommes *et* femmes.

L'attaque à la mitrailleuse contre les gens Netchaot le 1^{er} juin 1917 est encore aujourd'hui présent dans les mémoires ainsi que leurs fuites et dispersions qu'un caillou stèle rappelle aujourd'hui sur le plateau de Tango.

Alors que la guerre se déplace sur Hienghène en octobre-décembre 17, la répression s'accroît avec la mort de 16 hommes le 16 décembre à Tendo et une traque d'une quinzaine de jours organisée sous une pluie battante dans les environs de Coulna.

La mort de Noël le 10 janvier et l'arrestation de son frère Waï, de sa femme et des principaux chefs, sonnent le glas de la révolte.

(Isabelle)

Les principaux acteurs de la guerre de 17 sont relativement bien connus.

Du côté des autorités françaises, Le gouverneur par intérim Jules Repiquet, le commandant militaire Bernard Durand, le chef du service des affaires indigènes de l'époque, Alfred Fourcade, le géomètre et chef du service topographique, Nicolas Ratzel.

Les forces à leur service réunissent des colons récemment mobilisés pour la guerre de 14 ainsi que les tirailleurs kanak et tahitiens « volontaires indigènes » auxquels s'ajoutent vers la fin de 1917 les soldats permissionnaires de retour de la guerre en Europe.

On trouve aussi une quarantaine de colons et éleveurs qui ont répondu à l'appel du 12 juin 1917 pour monter des équipes de volontaires à cheval parmi eux, Henri Salomon, Raoul Douyère, Joseph de Balmann, Paul Barada et Jean Bardet, on trouve aussi quelques condamnés, des libérés et même un relégué indochinois.

Parmi les kanak recrutés pour servir d'appui aux soldats, on trouve des volontaires recrutés, à proximité dans la région, originaires des tribus de Koné, de Voh et de Tipindjé. Parmi ces volontaires, Ferdinand de Tiawé, Dubos de Noelli, Néa de Waanche sont très connus. Il a noté que ces volontaires sont appelés à l'époque partisans par les autorités coloniales ce qui crée une certaine confusion pour le lecteur aujourd'hui, car le mot « Partisan » est désormais étroitement associé à la résistance pendant la seconde guerre mondiale.

Les « auxiliaires » enfin, sont recrutés plus officiellement dans des régions géographiques plus éloignées du théâtre des opérations (par exemple Appoint de Bayes; Mandaoué de Houaïlou; Paul de Boréaré à Bourail).

Face à ces forces, des kanak insurgés que les Européens appellent « rebelles » ou « sauvages ».

Les « rebelles » sont plus difficiles à identifier car les archives ne donnent que quelques noms de tribus ou de chefs dont les prénoms sont simplifiés voire déformés sans nous permettre d'atteindre la complexité des réalités sociologiques qui se cachent derrière (chefferies ; familles/clans ; hiérarchies ; les chemins de l'alliance, etc).

Dans chaque théâtre de la guerre (Koné, Tipindjé, Hgh) divers individus ont pris une importance particulière.

Aux yeux des autorités, Noël de Cèmû, son frère Waï et Poindet Apengou de Paola Netchaot sont trois des guerriers les plus connus de la région de Koné, mais parmi les vieux généralement considérés comme à l'origine de la mobilisation des guerriers, on trouve aussi Atéa « sergent » de Pamalé, Tiéou Ounine de Netchaot et le *jaau* (devin) de Tiwaka, Maurice Paétou.

Quand la guerre se déplace vers la vallée de Tipindjé, d'autres individus font leur apparition sur le devant de la scène: Poin-Mangou de Naomindiou, Kavéat et Kamboa de Ouen-Kout.

Dans la phase finale de la guerre, d'autres personnages émergent : Ty de Pouépaï; MAndia de Tiendanite; et Goa de Tendo.

Et lors du procès, le chef de Hienghène, Doui Philippe Bouarate qui a longtemps affiché sa neutralité se trouve accusé d'être à l'origine de la guerre.

Il aurait envoyé une monnaie de guerre, deux ans auparavant, aux chefs de Tipindjé Pamalé et par extension Koné pour les inviter à la guerre contre les Blancs et ainsi venger son arrestation et celle de son « oncle » en 1897.

(Adrian)

Cette explication, une vengeance lancée par le grand chef de Hienghène fut longtemps mise en avant pour expliquer finalement le déclenchement du conflit. Mais il faut noter que les autorités coloniales dans les années 1920 savent que les causes du conflit sont bien plus profondes et bien plus diverses et complexes.

Si le gouverneur Repiquet signale parmi les « causes occasionnelles », « les rivalités entre groupements indigènes » il évoque aussi les violences et les pressions qui accompagnent le recrutement forcé des « volontaires » kanak pour le front français. Ce même Repiquet n'hésite pas à parler du « réveil du nationalisme kanak » qui chercherait « à secouer le joug de l'envahisseur » .

Il accuse les colons d'être les véritables ennemis des Kanaks, par leur violence, mépris et racisme, au contraire d'une administration dont il vante « la bienveillance».

Pour son Chef du Service des affaires indigènes Fourcade, le conflit n'est que le révélateur d'un antagonisme quasi naturel et indélébile (je cite): « Les indigènes sont noirs et nous sommes blancs; ils sont les premiers occupants, et nous sommes venus nous installer chez eux. » (fin de citation)

D'autres parlent d'antagonisme de race.

Quant aux colons, ils se défendent en accusant l'administration d'être responsable de la guerre à cause l'agressivité de sa politique indigène.

Les raisons de la guerre de 17 se trouvent au croisement de toutes ces logiques.

Certains tentent l'impossible et saisissent l'opportunité du conflit mondial, la mobilisation des colons et la faiblesse de la France pour essayer de renverser le rapport de force colonial.

L'enjeu est aussi à proximité : attaquer les voisins colons qui ont pris leurs terres, la gendarmerie et les militaires qui sont les instruments essentiels de la pression coloniale.

Il s'agit aussi, de faire la guerre aux auxiliaires ou volontaires kanak qui, pour des raisons anciennes ou plus récentes, ont rallié les forces françaises.

D'autres ont prudemment choisi de rester neutres, ne croyant plus à la possibilité de changer l'ordre des choses.

Quelques que soient les engagements des uns et des autres, pour ou contre les Français, se maintiennent derrière le rideau les logiques kanak, liens coutumiers et familiaux ou au contraire rivalités anciennes.

On sait que des auxiliaires de Poindimié sont soupçonnés par les autorités françaises de prévenir les « rebelles » des actions de l'armée pour qu'ils puissent fuir. On sait aussi que les chefs de Houaïlou avaient proposé d'amener chefs rebelles à la reddition en usant de leur influence soit d'autorité soit de parenté.

Et de n'utiliser la force qu'en cas d'échec de ces démarches « pacifiques » démarches écartées finalement par les géomètres et en particulier le géomètre Bernier.

Le frère du grand chef Mindia lui fait le reproche suivant : « tu nous as appelés pour venir parler aux hommes d'ici, non pour les tuer, pourquoi a-t-on changé ce qu'on avait dit ? »

(Isabelle)

Grâce à l'analyse très précise que nous avons menée, Adrian et moi-même, sur le contexte colonial local de Koné, nous avons réussi à éclairer la subtilité de certaines relations entre Blancs et Kanak qui expliquent aussi une ambiance très locale. [CARTE DU TERRITOIRE DE KONIAMBO]

Noël avait ses terres à Tiamou, sur la réserve indigène de Koniambo. Les limites de la réserve de Koniambo, dessinées dans les années 1880, furent plus strictement fixées en 1900 à quelques kilomètres seulement des concessions pénales de Koniambo.. Le centre pénal de Koniambo a été créé en 1884 à trois kilomètres du centre libre de Koné et à 10 km de Pouembout.

Ici les concessions pénales jouxtent la réserve indigène de Koniambo et les terres de Grombaou où les Kanak sont encore installés en 1908 après avoir été refoulés du Massif du Koniambo.

Ces derniers ainsi que Noël à Tiamou sont directement sous la pression de concessionnaires tels que Fiacre ou Gros, tous deux condamnés au bagne puis placés sur concession. Fiacre et Gros ont eu la chance d'être rejoint par leur épouse, leur fils et filles, les beaux-fils et belles-filles jeunes adultes déjà qui vont donner la main et surtout œuvrer pour l'extension du domaine du père. Ils exigent de nouveaux lots à l'administration pénitentiaire et cherchent à s'emparer des terres de réserves.

Le petit chef Doui de Koniambo manipulé par Joseph Gros fils du condamné

Samuel, se permet de donner des terres qui appartiennent en fait à Noël. Noël doit alors quitter Tiamou pour s'installer plus loin. Les Kanak installés à Grombaou connaissent le même type de situation avec les colons Jean-Marie Fiacre et Jules Azemat.

Pour Sonia Grochain, auteur d'une enquête sur l'histoire de la région, les agissements des colons libres ou pénaux s'ajoutent aux pressions que connaissent déjà les Kanak : les réquisitions de travail, le paiement de capitation, les travaux obligatoires chez les colons, la fixation des réserves en 1900 et les refoulements en cours.

Pour lutter contre l'appauvrissement qu'ils subissent et pour payer l'impôt de capitation, les Kanak de cette génération vont devoir travailler.

C'est dans ce contexte que Noël rencontre Mohamed Ben Ahmed qui lui demande de venir l'aider sur la concession qu'il a obtenu en 1916. Mohamed a une longue histoire derrière lui de délinquance en Algérie, de 20 ans de bagne, il est arrivé en 1894. Il a tenté plusieurs fois de s'évader, a été condamné au port de la double chaîne et à la prison.

En 1916 il a 45 ans et l'administration pénitentiaire lui donne sa chance en lui offrant un lot sur lequel il doit lui même travailler ;

Mais il recrute directement Noël et les deux hommes se connaissent. Mohamed est même soupçonné d'avoir ravitaillé l'insurrection pour soutenir les insurgés ou se faire quelques pièces. On sait que certains colons sont aussi soupçonnés de soutenir l'insurrection en vendant des armes pour obliger les autorités locales à

maintenir les soldats sur place et éviter le départ au front.

Certains fils de colons, certains métis connaissent très bien les kanaks, les tribus le pays et parlent la langue. L'enquête révèle des relations entre communautés plus denses que ne le laisseraient croire une guerre entre blancs et Kanak.

Quoiqu'il en soit, Mohamed et Noël se connaissent. Le 10 janvier 1918, ce dernier passe chez Mohamed en descendant à Koné, il est exténué et meurt du faim. Mohamed lui offre un café et du pain et lui donne des allumettes. On ne sait pas ce que les deux hommes se sont dits. Mohamed a-t-il compris que Noël allait se rendre à Koné ? As-t-il eu peur que celui ci le dénonce pour le soutien qu'il a apporté, as-t-il eu peur de retourner au bagne qu'il venait à peine de quitter ? As t il agi pour capter la prime de 2000 francs somme considérable à l'époque mise sur la tête de Noël ? Il est vrai qu'il ne s'est pas privé de la réclamer. Quoiqu'il en soit, lorsque Noël repart, il le suit, et lui tire dessus avec un pistolet qu'il n'a aucun droit de posséder en tant que condamné). Noël s'effondre Comme Mohamed en témoigne lors d'un interrogatoire ses deniers mots auraient été, « Ah Salaud ».

Un voisin concessionnaire donne à Mohamed un sabre d'abatis qui s'en sert pour porter le coup fatal.

Comment conclure ? Comment commémorer une telle scène ? Comme partager cette histoire ? Pour nous historiens, notre objectif est de tenter le pari de la connaissance et le pari de l'intelligence pour rendre compréhensible un passé qui

ne passe pas, pour éclairer au mieux les destins et les actions des anciens.

Nous voudrions rappeler, pour finir, que nous, contemporains, nous ne sommes pas responsables des hommes et femmes du passé ainsi que de leurs actions.

Mais nous sommes en revanche comptables du récit historique que nous produisons, de sa forme, de son contenu, de sa qualité, de son honnêteté et du sens de la justice qu'il peut porter pour le transmettre aux jeunes générations.

*Isabelle MERLE Aix Marseille Université CNRS, EHESS, CREDO UMR 7308, 13331,
Marseille France isabelle.merle13@gmail.com*

*Adrian MUCKLE Victoria University of Wellington PO Box 600 Wellington 6140
Nouvelle-Zélande adrian.muckle@vuw.ac.nz*